

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[C - 29014]

F. 96 - 185

8 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant la Commission communautaire pédagogique prévue à l'article 80 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment les articles 80 et 81;

Vu le procès-verbal du 30 novembre 1995 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté doit produire ses effets au plus tard le 31 décembre 1995 conformément à l'article 80 du décret précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Définition

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Commission" : la Commission communautaire pédagogique visée à l'article 80 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2° "Ministre" : le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions;

3° "Direction générale" : la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;

4° "Directeur général" : le Directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;

5° "Conseil général" : le Conseil général, tel que prévu à l'article 79 du décret du 5 août 1995 précité ou, dans l'attente de sa création, le Conseil permanent de l'enseignement supérieur.

CHAPITRE 2. — Composition et siège de la Commission

Art. 2. La Commission est composée :

1° du Directeur général;

2° de trois membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

3° de trois membres du corps d'inspection de l'enseignement supérieur;

4° d'un expert proposé par le Ministre;

5° de trois membres proposés à titre d'experts par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs et d'un membre choisi parmi les fonctionnaires de la direction générale de l'organisation des études;

6° de deux membres proposés à titre d'experts par le Conseil général.

Le Gouvernement désigne les membres de la Commission. A l'exception du Président, leur mandat est d'une durée de deux ans renouvelable deux fois.

Le Président de la Commission est le Directeur général. En son absence ou en cas de vacance, la présidence est exercée par le Vice-Président.

Le Ministre désigne le Vice-Président parmi les membres des catégories 2° ou 3° ci-dessus.

Si, en cours de mandat, un membre est empêché d'exercer ses fonctions, il sera procédé à son remplacement par le Gouvernement et, le cas échéant, sur proposition de l'instance qui l'a proposé.

Art. 3. La Commission siège dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. Toutefois, la Commission peut se réunir dans un autre lieu dans des cas exceptionnels.

CHAPITRE 3. — Fonctionnement de la Commission

Art. 4. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur dans le mois de sa création. Elle le soumet pour approbation au Ministre. Toute modification ultérieure de ce règlement est soumise au Ministre pour approbation.

En attendant l'élaboration et l'approbation de son règlement, la Commission se réunit sur la base d'un règlement d'ordre intérieur provisoire élaboré lors de son installation.

Art. 5. La Commission se réunit à la demande, soit du Président, soit d'au moins un tiers des membres, soit du Ministre.

Lorsque le Président est saisi d'une demande de réunion, la Commission se réunit au plus tard dans les trente jours de la demande.

**Art. 6.** Le travail de la Commission est organisé par un bureau composé du Président, du Vice-Président et de l'expert désigné par le Ministre.

Le bureau est chargé en particulier d'établir les convocations aux réunions et les ordres du jour et de veiller à la transmission des avis ou des conclusions des travaux de la Commission.

**Art. 7.** Le Président, ou, en son absence, un membre du bureau, envoie les convocations en même temps que l'ordre du jour et le procès-verbal de la réunion précédente.

**Art. 8.** Toute modification à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission ne peut être apportée que par une décision approuvée par deux tiers des membres présents.

La Commission délibère valablement si plus de la moitié des membres sont présents.

Si la Commission n'a pas délibéré valablement deux fois de suite, le Président en informe le Ministre.

**Art. 9.** En cas de vote, les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du Président ou de son remplaçant est prépondérante.

Les conclusions et les avis sont dûment motivés.

Des notes de minorité peuvent être jointes, le cas échéant.

Les conclusions et les avis émis ainsi que toute note y afférente sont transmis sans délai au Ministre.

**Art. 10.** La Commission peut faire appel aux services du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et, s'il échet, à des experts extérieurs pour tout travail et toute information nécessaires à la réalisation de sa mission.

#### CHAPITRE 4. — *Le secrétariat et les dispositions financières*

**Art. 11.** Le secrétariat de la Commission est assuré par les services de la Direction générale.

**Art. 12.** Les charges financières inhérentes au fonctionnement de la Commission sont imputées au budget de la Direction générale.

**Art. 13.** § 1er. Les membres de la Commission bénéficient d'indemnités pour frais de séjour ainsi que du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté.

Pour l'application de l'alinéa 1er, les membres de la Commission qui ne font pas partie des services du Gouvernement de la Communauté sont :

1° assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 13;

2° réputés avoir leur résidence administrative à leur lieu habituel de travail.

§ 2. Le remboursement de ces frais et indemnités est à charge du budget de la Direction générale de l'enseignement supérieur.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 1995.

**Art. 15.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 janvier 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport,  
J.-P. GRAFE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 06 — 185

**8 JANUARI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de pedagogische gemeenschapscommissie, bepaald bij het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inz. op de artikelen 80 en 81;

Gelet op de notulen d.d. 30 november 1995 betreffende het overleg met representatieve studentenverbonden op communautair vlak;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 november 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit uitwerking moet hebben uiterlijk op 31 december 1995, overeenkomstig artikel 80 van voormeld decreet;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Omschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° " Commissie " : de pedagogische gemeenschapscommissie, bedoeld bij artikel 80 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

2° " Minister " : de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

3° " Algemene Directie " : de algemene directie hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;

- 4° " Directeur-generaal " : de Directeur-generaal hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek  
 5° " Algemene Raad " : de Algemene Raad, bepaald in artikel 79 van bovenvermeld decreet d.d. 5 augustus 1995 of, in afwachting van de oprichting ervan, de Vaste Raad voor Hoger Onderwijs.

#### HOOFDSTUK 2. — *Samenstelling en zetel van de Commissie*

**Art. 2.** De Commissie bestaat uit :

- 1° de Directeur-generaal;  
 2° drie leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;  
 3° drie leden van het inspectiekorps van het hoger onderwijs;  
 4° een door de Minister voorgedragen deskundige;  
 5° drie leden voorgedragen als deskundigen door de representatieve verenigingen van inrichtende machten en een lid gekozen onder de ambtenaren van de algemene directie organisatie van het onderwijs;  
 6° twee leden voorgedragen als deskundigen door de Algemene Raad;

De Regering stelt de leden van de Commissie aan. Met uitzondering van het mandaat van de voorzitter duurt hun mandaat twee jaar en kan het twee keer worden hernieuwd.

De Voorzitter van de Commissie is de Directeur-generaal.

Indien hij afwezig is of in geval van vacatuur wordt het voorzitterschap door de ondervoorzitter uitgeoefend.

De Minister stelt de ondervoorzitter onder de leden van bovenvermelde categorieën 2° of 3° aan.

Indien een lid tijdens zijn mandaat belet is zijn mandaat uit te oefenen, zal hij door de Regering worden vervangen, eventueel op voorstel van de instantie die hem voorgedragen had.

**Art. 3.** De Commissie zetelt in de gebouwen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming. In uitzonderlijke gevallen mag de Commissie echter op een andere plaats vergaderen.

#### HOOFDSTUK 3. — *Werking van de Commissie*

**Art. 4.** De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op in de maand die op haar oprichting volgt.

Ze legt het de Minister ter goedkeuring voor. Elke latere wijziging van dat reglement wordt de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

In afwachting van het opstellen en de goedkeuring van haar reglement vergadert de Commissie op grond van een voorlopig, bij de instelling ervan uitgewerkt huishoudelijk reglement.

**Art. 5.** De Commissie vergadert op verzoek ofwel van de Voorzitter, ofwel van minstens een derde van haar leden, ofwel van de Minister.

Wanneer een aanvraag om vergadering bij de Voorzitter aanhangig wordt gemaakt, komt de Commissie bijeen binnen dertig dagen te rekenen van de aanvraag.

**Art. 6.** Het werk van de Commissie wordt door een bureau, bestaande uit de Voorzitter, de Ondervoorzitter en de door de Minister aangestelde deskundige, georganiseerd.

Het bureau is in het bijzonder belast met het opmaken van de oproepingsbrieven voor de vergaderingen en van de agenda's en moet zorgen voor het verzenden van de adviezen of de besluiten van de werkzaamheden van de Commissie.

**Art. 7.** De Voorzitter of, bij diens afwezigheid, een lid van het bureau stuurt de oproepingsbrieven, samen met de agenda en de notulen van de vorige vergadering.

**Art. 8.** Elke wijziging in de agenda van een vergadering van de Commissie mag slechts worden aangebracht door een beslissing die door twee derde van de aanwezige leden wordt goedgekeurd.

De Commissie beraadslaagt op geldige wijze wanneer meer dan de helft van de leden aanwezig zijn.

Indien de Commissie twee keer achtereenvolgens niet geldig heeft beraadslaagd, verwittigt de Voorzitter de Minister.

**Art. 9.** In geval van stemming worden de beslissingen bij meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter of van zijn plaatsvervanger doorslaggevend.

De besluiten en adviezen zijn behoorlijk met redenen omkleed.

In voorkomend geval kunnen minderheidsnota's bijgevoegd worden.

De besluiten en de uitgebrachte adviezen, alsmede elke nota die hierop betrekking heeft, worden onverwijld aan de Minister overgezonden.

**Art. 10.** De Commissie kan een beroep doen op het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en, zo nodig, op deskundigen van buiten voor elk werk en elke inlichting die nodig zijn voor de verwezenlijking van haar opdracht.

#### HOOFDSTUK 4. — *Het secretariaat en de financiële bepalingen*

**Art. 11.** Voor het secretariaatswerk zorgen de diensten van de Algemene Directie.

**Art. 12.** De financiële lasten verbonden aan de werking van de Commissie worden aangerekend op de begroting van de Algemene Directie.

**Art. 13. § 1.** De commissieleden genieten vergoedingen voor verblijfskosten alsmede de terugbetaling van hun reiskosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de diensten van de Gemeenschapsregering.

Voor de toepassing van lid 1 worden de commissieleden die geen deel uitmaken van de diensten van de Gemeenschapsregering

1° gelijkgesteld met de ambtenaren met een graad van rang 13;

2° geacht hun administratieve standplaats te hebben op de gewone plaats van hun werk.

§ 2. De terugbetaling van deze kosten en vergoedingen komt ten laste van de begroting van de Algemene Directie hoger onderwijs.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 31 december 1995.

Art. 15. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 januari 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport,

J.-P. GRAFE

F. 96 – 186

[C – 29015]

**8 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
créant la Cellule de prospective pédagogique en exécution des articles 82 à 84  
du décret du 5 août 1995 organisant l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles**

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu les articles 82 à 84 du décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu le procès-verbal du 30 novembre 1995 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu les protocoles des 15 décembre et 27 décembre 1995 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 janvier 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 1996,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Définitions*

Article 1<sup>er</sup>. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Décret" : le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2° "Cellule" : la Cellule de prospective pédagogique visée aux articles 82 à 84 du décret;

3° "Service d'étude" : le service visé par l'article 82 du décret;

4° "Service de coordination" : le service de coordination visé par l'article 82 du décret;

5° "Ministre" : le Ministre qui a dans ses compétences l'enseignement supérieur;

6° "Fonctionnaire dirigeant" : un fonctionnaire général de rang 16 au moins désigné par le Gouvernement;

7° "les Directeurs généraux" : le Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et l'Administrateur général de l'organisation des études de ce même Ministère;

8° "Conseil général" : le Conseil général, tel que prévu à l'article 79 du décret, ou, dans l'attente de sa création, le Conseil permanent de l'enseignement supérieur.

CHAPITRE 2. — *Siège et composition de la Cellule*

Art. 2. La Cellule a son siège dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. Toutefois, la Cellule peut se réunir dans un autre lieu dans des cas exceptionnels.

Art. 3. La Cellule se compose de membres des services du Gouvernement issus, notamment, de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la Direction générale de l'organisation des études et, le cas échéant, d'experts désignés conformément à l'article 4.

Le Fonctionnaire dirigeant est chargé, en concertation avec les Directeurs généraux, de soumettre au Gouvernement pour approbation les noms d'au moins quatre membres des directions visées à l'alinéa précédent pour faire partie de la cellule.

Le cas échéant, sur proposition du Fonctionnaire dirigeant, le Gouvernement peut élargir la composition de la cellule à au plus quatre membres du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation choisis en fonction de leurs compétences.

Les membres des Directions ou Services, proposés par le Fonctionnaire dirigeant conformément aux alinéas 2 et 3, sont des agents de niveau 1.

Art. 4. Après avis du Conseil général, le Fonctionnaire dirigeant, en concertation avec les Directeurs généraux, peut proposer au Gouvernement la désignation d'experts, soit pour des consultations, soit pour des études répondant aux missions de la Cellule telles que définies aux articles 82, §§ 2 et 3 et 83 du décret.

Art. 5. Le Fonctionnaire dirigeant, en concertation avec les Directeurs généraux, répartit les membres de la Cellule entre le Service d'étude et le Service de coordination selon les missions de l'un et de l'autre service.